

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

SAMEDI 22
DIMANCHE 23
NOVEMBRE
1975
N° 41
1,50 F

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

giscard au couronnement du pantin **à bas le franquisme sans franco** **liberté pour les prisonniers politiques**

Giscard d'Estaing va se rendre à Madrid, pour le couronnement du nouveau roi d'Espagne, le «pelele», le pantin Juan Carlos de Bourbon. Geste de solidarité autrement marquant que l'envoi d'un quelconque ministre, comme pour l'enterrement de Franco. Ainsi cherche-t-on à établir une subtile distinction entre Franco et Juan Carlos, entre le prédécesseur et son héritier. Futur artisan de la «libéralisation», tel est le visage qu'on s'attache, ici, à donner à Juan

Carlos. Beau prétexte pour notre gouvernement pour resserrer ses liens avec un régime qu'il n'a cessé de soutenir : lors de l'assassinat de nos cinq camarades en septembre, Giscard avait été un des rares européens à ne pas faire de geste public de désapprobation.

Quelle est donc la réalité de la prétendue «libéralisation» qui, nous dit-on, se préparerait ? Serait-ce donc dans le seul but de pouvoir mieux les libérer ensuite que le régime a, depuis que Juan Carlos assume les fonctions de chef de l'Etat, multiplié les arrestations d'opposants, étendant même la répression jusqu'à l'opposition respectueuse des «libéraux» ? Admettons que ce soit vrai. Admettons même qu'une certaine amnistie s'étende au-delà. Il reste que le régime proclame sa volonté, en tout état de cause, de prolonger l'enfermement des révolutionnaires ; il reste que, la «loi d'exception» aidant, et les lois générales du régime franquiste suffisant même sans elle, on verrait alors bien vite, au moindre signe de mouvement des masses, les prisons se remplir de nouveau.

La réalité, c'est que trente-six années de dictature fasciste ont

accumulé de telles contradictions, suscité une telle haine populaire, que le choix de l'oligarchie au pouvoir est clairement aujourd'hui, par crainte de la lutte des opprimés, le maintien de la vieille forme de dictature fasciste, plutôt que le recours à une nouvelle, «démocratique».

Alors, ceux-là, tous ceux-là, qui répandent aujourd'hui des illusions «d'évolution pacifique» vers un régime démocratique bourgeois, répandent de dangereuses illusions dans le peuple espagnol. Certains secteurs du régime franquiste ont leur part dans cette opération. Mais d'autres aussi, comme cette «junte démocratique», regroupement à l'initiative du P(C)E, dans lequel on retrouve notamment les monarchistes, partisans du père du nouveau roi d'Espagne : cet organisme ne vient-il pas de lancer un appel à Juan Carlos, lui offrant sa collaboration sous certaines conditions ?

Non, l'avenir de l'Espagne, ce n'est pas, ces prochaines années, la transition «en douceur». C'est nécessairement le développement de luttes de plus en plus violentes entre les masses populaires et le régime fasciste, d'assauts populaires et de répression sanglante.

Dans cette lutte, nous avons notre place à tenir, aux côtés du peuple espagnol contre ses oppresseurs. Dès maintenant, il faut engager le combat pour la libération des prisonniers politiques, dont la vie même est mise en danger par les mobilisations fascistes ; faire savoir au pantin Juan Carlos, au moment même de son avènement, qu'il ne connaîtra pas plus de repos que son prédécesseur.

Jean Lermet

PARIS 250f c'est possible **RHONE c'est le moment "**



«Vendredi matin, le travail reprend normalement», c'était la prétention affichée par le patron dans la presse locale, il avait pour cela mobilisé toutes ses troupes et réorganisé le ramassage en car, il espérait entraîner des ouvriers à reprendre le travail mais si, très tôt le matin, des cadres ont pu pénétrer dans le bâtiment des bureaux, les piquets se sont très vite organisés, renforcés à l'arrivée des cars par de nouveaux ouvriers. Les tentatives des chefs pour forcer les piquets, le patron qui s'égosillait dans sa sono, rien n'y a fait, pas un travailleur n'est rentré.

(suite page 4)

AIR FRANCE

" nous tiendrons le temps qu'il faudra "

Jeudi, alors que les travailleurs entraient dans leur sixième semaine de lutte, la direction acceptait de rencontrer les syndicats. Les résultats de l'entrevue, connus hier, sont loin de donner satisfaction aux travailleurs. En effet : le seul petit recul porte sur les salaires et il faut voir que cela ne va pas bien loin ! Alors que les travailleurs demandaient les 200 F d'augmentation uniformes tout de suite, ceux-ci se transforment en 150 F au 1^{er} janvier !

(suite page 5)

NOUVELLES ATTAQUES CONTRE NOS REVENUS

*les cotisations
de sécurité
sociale
augmenteront*

Fourcade a annoncé au Sénat que les cotisations ouvrières de Sécurité Sociale vont encore augmenter. Sous prétexte de remédier au déficit de la Sécurité Sociale, il n'est évidemment pas question d'aller chercher l'argent dans les caisses des entreprises, qui, si l'on en croit le CNPF, sont «épuisées» financièrement.

Cette mesure représente une aggravation de l'exploitation. Non

content de recourir au chômage partiel, aux licenciements, aux augmentations de cadences pour les travailleurs en activité, le patronat poursuit ainsi son attaque en règle contre les salaires.

Sur la Sécurité Sociale comme ailleurs, il n'y a que les luttes qui le feront reculer. D'autre part Fourcade a annoncé un encadrement du crédit jusqu'à juin 1976.

**voir nos
informations p8**

la vie du journal

DANS NOTRE COURRIER

UNE RÉUNION DE LECTEURS A STE GENEVIEVE DES BOIS

Le Quotidien du Peuple est vraiment un journal de combat. Ce qui est souligné dans les luttes c'est vraiment le combat de la classe ouvrière contre le patronat et ses alliés. Il y a beaucoup d'exemples de luttes et c'est important pour les liaisons qui peuvent se tisser ainsi à travers la France. On voit que ce n'est pas le journal d'un petit comité.

C'est nouveau de lire dans une presse quotidienne la critique du comportement du PCF dans les luttes.

Ce qui est bien c'est la critique de la télé. C'est de l'éducation politique. C'est une page importante. Le bloc-note juridique est très utilisable. Il faut continuer.

Le feuilleton, tout le monde n'est pas d'accord. Il faut des romans prolétariens du passé qui rappellent les conquêtes de la classe ouvrière. Car ce n'est jamais gagné une fois pour toutes dit quelqu'un.

Le feuilleton c'est dur à lire, c'est fatigant, surtout quand on est dans le train. On préférerait des choses prises dans la vie actuelle disent les autres.

Un couple d'ouvriers (7 enfants) a pris la parole pour dénoncer la FPA : « il faudrait plus dénoncer ce qui se passe. Dans les FPA il y a une forte proportion de flics en retraite.

Les jeunes, on ne les inscrit en priorité que s'ils ont fait leur service militaire. Mais les 16/20 ans ils se trouvent sans papier, ils ne trouvent pas de travail.

Sur les CET, sur les FPA, il faudrait qu'un gars de la rédaction vienne pour faire un article avec nous. Pour que l'expérience que nous avons faite avec nos enfants serve à d'autres. Dans les CET, on brime les jeunes et on n'en parle pas. C'est normal qu'ils se révoltent, on les rejette partout. Mon fils, il sait installer un téléphone, il

sait monter une ligne, il fait le même travail qu'un ouvrier. Il est payé 2 F 95 de l'heure...»

A PROPOS DE L'ARTICLE SUR L'ACCIDENT DE CAR DE BETHUNE

Après avoir lu cet article je vous envoie quelques précisions sur les vérifications annuelles des véhicules (camions, cars) par le service des mines, auxquelles j'ai eu l'occasion d'assister.

De 9 h 1/2 à 12 h un seul ingénieur vérifie de 10 à 20 véhicules parfois plus. Il lui est donc impossible de vérifier tous les organes essentiels (freins à pied, de secours, de tracteurs, de remorque, à main, ralentisseurs électriques, direction, pneus, lumières, etc...)

Les vérifications se font à vide sur un élan d'une dizaine de mètres environ. Dans ces conditions les freins sont toujours efficaces !!! Souvent l'ingénieur ne monte pas dans la cabine ; on sert donc le frein le plus sur à chaque fois. Les patrons prévenus un bon mois à l'avance, peuvent la veille parer aux déficiences les plus voyantes sans véritablement réparer.

DEVENEZ CORRESPONDANT DU JOURNAL.
Envoyez chaque jour vos critiques, vos suggestions, vos propositions d'articles au :
QUOTIDIEN DU PEUPLE
en téléphonant au :
208 65 61 paris
de 8 h.30 à 13 h.

Le quotidien du peuple

AU COEUR DES LUTTES POPULAIRES UN JOURNAL FAIT PAR CEUX QUI LUTTENT POUR CEUX QUI LUTTENT UN DEBAT PERMANENT POUR LA VERITE

D'autres part le chauffeur responsable de «son» camion paiera les amendes en cas de surcharge, mauvais état des pneus, parcours trop long... Les mouchards (disques enregistreurs de la vitesse et du kilométrage) sont changés en cours de route par les chauffeurs qui doivent accepter des voyages dépassant 450 kms (légalement interdit) pour ne pas être mis à la porte au Ter accrochage. Tout accrochage est une faute professionnelle «justifiant» le licenciement.

Les patrons comptent sur l'isolement des chauffeurs et un esprit de compétition qu'ils entretiennent. Malgré cela la prise de conscience avance. La grève aux établissements Dobelle d'Amiens l'a prouvé.
un chauffeur P.L. au chômage

les lecteurs en débattent...

QUELS TITRES POUR LE QUOTIDIEN ?

Choisissez attentivement les titres qui sont généralement mornes, neutres, sans attrait. Un titre ce n'est pas forcément une constatation. Il doit refléter le ton de l'article (indignation, humour...). En tout cas il doit être une prise de position nette».

de Bordeaux

même combat », ce mot d'ordre aurait été beaucoup mieux à la fin ».

de Grenoble

C'est un aspect important du Quotidien du Peuple que d'être un véritable journal d'information. C'est pourquoi nous pensons qu'il faut éviter dans les articles « d'information », d'analyse politique d'un fait d'actualité les titres-slogans qui ne s'adresseraient qu'à une minorité de lecteurs déjà convaincus. Reflet de la combativité grandissante des travailleurs, de leur désir de plus en plus grand de changer la société, arme pour leur mobilisation, le Quotidien du Peuple a aussi des titres qui, s'inspirant des mots d'ordre avancés par les travailleurs eux-mêmes dans leurs luttes, leurs manifestations, expriment leurs révoltes ou leurs aspirations profondes. Il en est ainsi pour le titre dont parle le camarade de Grenoble, pour ne citer qu'un exemple...



Le quotidien du peuple

communiqués

NANCY

Dans le cadre de la semaine de cinéma pour soutenir le Quotidien du Peuple

«HISTOIRE D'À»

Samedi 22 novembre de Charles Belmont et Marielle Issartel avec le Groupe Information Santé

17 h 00

Salle St Nicolas Place des Vosges - NANCY

«SHANGAI AU JOUR LE JOUR»

de Claude Broyelle la vie quotidienne en Chine 20 h 30

C. A. C. POMPEY

Samedi 22 novembre

DIMANCHE 23 NOVEMBRE

DÉBAT avec un journaliste du «Quotidien du Peuple»

15 h 00

Local du Quotidien du peuple 29 rue St-Julien - NANCY

Un journal, pour informer sur les luttes du peuple.

Un journal pour exprimer les aspirations du peuple à une société socialiste.

Vous qui habitez les 11^e ou 12^e arrondissements de Paris

Venez à la réunion des lecteurs du Quotidien du Peuple - Rendez-vous au métro Voltaire

Lundi 24 novembre 19 h 30

Sortie Bd Voltaire / Richard Lenoir Apportez vos critiques, vos suggestions...

Paris 11^e et 12^e

réunion du Comité de Lutte contre le Chômage

Samedi 22 novembre à 15 h 00

AGECA - 177 rue de Charonne

Samedi 22 novembre 21 h 00

BAL MJC St Marceau Orléans

organisé par le Comité de Lutte d'Orléans en soutien aux familles des grévistes d'Orléans

Samedi 22 novembre 14 h 30

Maison d'Italie - Bd Jourdan - M^o Cité Universitaire

MEETING d'information et de soutien à la lutte du peuple du Mali pour l'indépendance Nationale et les libertés démocratiques organisé par le comité de défense des libertés démocratiques du Mali

Le Quotidien du Peuple (publication du PCR (ml))

Adresse postale

BP 225 75 924

Paris cedex 19

CCP n° 23 132 48 F Paris

Directeur de publication

Y. CHEVET

Imprimé par L.M.F.

Diffusé par les NMPP

je souscris

10 F 50 F 100 F ___ F

Nom
Profession
Adresse

Envoyez au Quotidien du Peuple
BP 225 75924 - Paris Cedex 19
CCP 23 132 48 F Paris

JE M'ABONNE

250 F 1 AN 80 F 3 MOIS
150 F 6 MOIS 30 F 1 MOIS

Nom
Profession
Adresse

envoyez au Quotidien du Peuple
BP 225 75924 - Paris Cedex 19
CCP 23 132 48 F Paris

débat sur la lutte contre le chômage

- la position de la CFDT et ce que nous en pensons
- des collectifs de chômeurs témoignent

Entre les déclarations de principe sur l'unité des chômeurs et des travailleurs actifs de la direction de la CFDT et la pratique il y a souvent un écart significatif. C'est ce que montre un militant de la CFDT de Roubaix qui sur la base de sa propre expérience a été amené avec d'autres chômeurs à créer un comité de lutte.

INTERVIEW D'UN MEMBRE DU COMITE DE LUTTE CONTRE LE CHÔMAGE C.F.D.T. DE ROUBAIX

Quotidien du Peuple : Peux-tu expliquer comment le Comité de Lutte s'est constitué à Roubaix ?

Au début de l'année 75 j'étais militant CFDT à l'usine CLAREL à Roubaix, des licenciements étaient prévus... La CFDT avait relancé une «Commission emploi». On était plusieurs ouvriers de l'usine à y participer. Au début on se retrouvait à 40 ou 50 personnes à l'intérieur de cette commission : des syndicalistes de plusieurs usines de Roubaix et une dizaine de chômeurs. Maintenant cette commission est presque inexistante, elle «vivote», les gens sont partis petit à petit...

Quel travail a été développé par cette commission emploi ? Comment expliquer qu'aujourd'hui cette commission emploi ne semble plus faire grand chose ?

Nous avons impulsé le travail, une assemblée générale des militants CFDT a été convoquée sur la question du chômage. Environ une centaine de personnes sont venues. De ce point de vue là, ce n'était pas mal. Mais toute la question c'était celle des propositions concrètes. On en a fait : les licenciements s'annonçaient à Clarel, il fallait agir vite, l'important pour nous, c'était de ne pas rester isolés. Comment lutter avec les autres travailleurs, c'était la question qui se posait à Clarel. On a lancé l'idée d'une réunion des sections syndicales des 4 usines avec les travailleurs de ces usines. En fait, au jour fixé pour la réunion, il n'y avait que la section syndicale de notre usine.

On n'a eu aucune aide, aucun soutien pour lutter, de la part de l'Union Locale. L'idée qui a alors été lancée, a été celle d'un comité de chômeurs, s'organiser entre chômeurs.

Quelle a été l'activité de ce comité de chômeurs ? Comment était réalisée l'unité avec les travailleurs actifs ?

Au début le comité de chômeurs a été très actif, on intervenait principalement en direction des chômeurs aux A.N.P.E. avec tracts sur les 90 %, droit des chômeurs, on faisait remplir un questionnaire par les chômeurs sur chaque cas particulier, on lançait des appels à des assemblées générales mais on n'arrivait pas vraiment à s'élargir...

Des chômeurs de notre comité participaient aux réunions de la commission, c'est comme cela que le lien s'effectuait avec les travailleurs actifs. Dans le comité de chômeurs on voyait bien que ça n'allait pas. On avait bien créé une commission en direction des usines mais on ne débouchait pas et on ressentait notre isolement, on était en fait coupés de nos camarades des usines. Il fallait transformer ça, mais ça ne s'est pas fait tout seul, l'Union Locale (dirigée par des anciens membres du PSU) voulaient maintenir le comité de chômeurs.

Quels arguments étaient mis en avant pour s'opposer à la création d'un comité de lutte contre le chômage ?

C'était toujours un peu la même chose : « c'est les chômeurs qui doivent se réunir et s'organiser ». C'est un argument qui n'est pas nouveau : sous prétexte que l'Union Locale n'aurait pas à s'ingérer dans les affaires des travailleurs, on laisse en fait les ouvriers désorganisés : « S'il y a des licenciements c'est l'affaire du syndicat de l'usine en question, nous on ne connaît pas bien la situation, et s'ils sont licenciés ils doivent s'organiser eux-mêmes ». Récemment, un camarade du bâtiment de Roubaix a été licencié et le permanent de l'Union Locale lui a dit : « il faut que tu vois cela avec les gars du bâtiment, on ne peut pas courir à droite et à gauche, il y a des problèmes de chômage un peu partout, dans la sidérurgie, la métallurgie... » En fait une telle position revient à nous isoler.

Comment le «comité de chômeurs» s'est-il transformé en comité de lutte contre le chômage ?

Tout le monde était d'accord avec l'idée de l'unité des travailleurs actifs et des chômeurs, dans notre comité c'était la conclusion logique de notre expérience.

Le comité de chômeurs s'est donc transformé en comité de lutte contre le chômage sur la base de l'unité populaire. La commission emploi était aussi d'accord avec cette idée, du moins formellement... des camarades du comité de lutte participaient à la commission emploi, ils faisaient un certain nombre de propositions concrètes mais ça n'était jamais mis en pratique. En fait les réformistes étaient d'accord verbalement mais ne prenaient aucune initiative, ils laissaient faire et voulaient se servir du comité de lutte comme un peu une caution de gauche...

Quelles sont aujourd'hui les perspectives de ce comité de lutte contre le chômage ?

Aujourd'hui notre perspective c'est d'élargir le comité de lutte à tous ceux qui veulent lutter contre le chômage sur la base de l'unité populaire : les militants CFDT, mais aussi ceux de la CGT, les non syndiqués, des femmes, des jeunes... C'est seulement sur cette base qu'on pourra mener des actions efficaces.

Quelles sont les positions des confédérations syndicales pour lutter contre le chômage ? Nous publions ici les grandes lignes de la position de la direction de la CFDT et la réponse des marxistes-léninistes.

«Être chômeur, c'est un état transitoire qu'il ne s'agit pas de figer dans des structures mal appropriées. C'est parce le chômage est une situation passagère plus ou moins longue que l'on ne peut concevoir une organisation «autonome des chômeurs».

Est-ce que c'est seulement parce que le chômage est un état transitoire (combien de milliers de travailleurs sont en chômage depuis 6 mois et plus !) que l'on ne peut concevoir une organisation autonome des chômeurs ? Ce n'est pas ce que nous pensons. Organiser les chômeurs entre eux, c'est maintenir l'isolement, la division développés par la bourgeoisie pour empêcher les luttes contre le chômage. Le chômage concerne tous les travailleurs qu'ils soient chômeurs ou non : intensification et chômage vont de paire, les patrons se servent du chômage pour faire pression sur les salaires... Unir les travailleurs actifs et les chômeurs, c'est avant tout un choix politique : les chômeurs et les travailleurs actifs doivent s'organiser dans un combat commun, c'est la base indispensable pour remporter des victoires.

Les travailleurs privés d'emploi doivent trouver leur place dans l'organisation syndicale même si cette place est particulière à bien des égards... Quel peut être la base d'une activité syndicale pour un travailleur privé d'emploi ? Pris abstraitement, le problème est difficile à résoudre. L'organisation du travailleur sans emploi suppose dans les faits que l'on dissocie sa structure d'action et sa structure d'adhésion, alors que les deux sont confondues pour un travailleur actif. Cette dissociation n'est bien sûr qu'un pis-aller, car

LES TRAVAILLEURS ET LA CRISE



il n'y a pas de solution totalement satisfaisante...»

Poser le problème de l'organisation des chômeurs dans le syndicat, c'est avant tout, organiser les travailleurs qui viennent d'être licenciés dans leur section d'entreprise. Comment un travailleur, en effet, pourrait-il imposer sa réintégration sans lutter avec ses camarades de l'usine ? C'est du reste, ce que les ouvriers de Lip ont mis en pratique dans leur lutte. Dissocier sur la dissociation en 2. Poser le problème de l'organisation des chômeurs dans

Poser le problème de l'organisation des chômeurs dans le syndicat, c'est avant tout organiser les travailleurs qui viennent d'être licenciés dans leur section d'entreprise. Comment un travailleur, en effet, pourrait-il imposer sa réintégration sans lutter avec ses camarades de l'usine ? C'est du reste ce que les ouvriers de Lip ont mis en pratique dans leur lutte. Dissocier sur la dissociation entre structure d'action et structure d'adhésion, c'est masquer par des mots cette nécessité.

D'autre part, le chômage touche directement les familles ouvrières, les femmes du peuple, les jeunes... il faut se donner une organisation qui puisse, à la fois mener des luttes sur les quartiers et développer le soutien populaire aux luttes d'usines. D'autres couches subissent également le chômage : les paysans, les employés, etc. aspirent à l'unité avec la classe ouvrière. C'est cette large unité populaire autour des travailleurs actifs et des chômeurs qu'il faut organiser.

«La possibilité d'action des chômeurs restera très réduite pour ce qui concerne la régle-

mentation de l'indemnisation et le cadre juridique de sa situation. C'est l'action des confédérations qui est principale pour la négociation avec le CNPF ou l'action auprès du gouvernement pour tout ce qui concerne l'ANPE».

Pour nous, c'est la lutte des travailleurs qu'ils soient actifs ou en chômage qui est principale et c'est cela qu'il s'agit de développer avant tout. Les négociations avec les patrons ne peuvent aboutir, c'est bien connu, que sur la base d'un rapport de force. Résonner autrement, c'est entrer dans la collaboration de classes.

«C'est en ce sens que l'adhésion de chômeurs est importante, car les confédérations jouent un rôle décisif en matière de chômage. A l'inverse, un comité isolé n'a aucun poids réel, il doit se limiter à l'information et à la sensibilisation».

Ce n'est pas ce que nous pensons : on a bien vu comment à Montrapon le comité de lutte contre le chômage, comprenant syndiqués et non-syndiqués, a pu remporter des victoires contre les expulsions.

L'adhésion des chômeurs, au syndicat est importante non pour servir d'appoint au projet réformiste qui domine pour l'instant dans les confédérations, mais parce les syndicats sont une arme pour lutter contre le chômage et que cette lutte est commune aux ouvriers d'usine et aux chômeurs.

(Les déclarations de la direction de la CFDT sont extraites de la revue CFDT AUJOURD'HUI n°14 juillet-août 75)

interview du collectif chômeurs de Nanterre

Quotidien du Peuple : Comment s'est créé le collectif ?

On était tout d'abord plusieurs jeunes de la «Maison peinte» (maison du quartier), et il y avait plusieurs chômeurs sur le quartier. Plusieurs jeunes ont montré leur volonté de faire quelque chose, on s'est regroupé, et c'est ainsi que le collectif s'est créé.

Quel travail fait le collectif ? quel est son rôle ?

Tout d'abord le collectif a eu pour tâche d'intervenir à plusieurs sur la question des avances : c'est-à-dire que les chômeurs qui avaient des loyers impayés venaient avec nous aux ASSEDIC, à l'ANPE où nous réclamions des avances : au

début il a fallu de nombreuses délégations et différentes actions auxquelles ont participé plusieurs dizaines de chômeurs dont une majorité d'immigrés pour arriver à les obtenir. Maintenant, c'est devenu courant, on l'a fait connaître et beaucoup de chômeurs y vont directement eux-mêmes. Ce qu'on a mis en place aussi ce sont les «auto-réductions» : il s'agit par exemple d'envoyer notre courrier sans timbre en mettant à la place notre n° de carte de chômeur et « chômeur ANPE ».

Quelle attitude avez-vous par rapport aux travailleurs actifs et aux gens du quartier ?

Nous avons tenu un premier bilan dans le cadre du collectif, et de la

«Maison peinte» où nous avons constaté la faiblesse de cette liaison qui est nécessaire. Nous avons décidé maintenant de développer ces liens entre chômeurs et travailleurs actifs, comme nous l'avions fait lors du soutien que nous avions apporté aux travailleurs de la CGEE Alstom lorsqu'ils étaient en lutte. C'est dans ce sens que nous nous orientons, nous mettons en place une série de contacts avec les gens du quartier de manière à pouvoir lutter contre les saisies, les expulsions. Le collectif par lui-même n'est pas un collectif uniquement de chômeurs ; il regroupe aussi des gens du quartier.

recueilli par José GARCIA

en bref

LA FROUSSE D'YVON BOURGES

Le ministre de la défense, Bourges, a décidé de ne pas faire juger les sept appelés de Besançon emprisonnés à la suite de la création d'un syndicat au 19^e régiment du génie de cette ville. Bien qu'il laisse toute latitude aux «chefs de corps» des casernes pour punir les appelés qui manifestent pour leurs droits, il ne veut pas avoir à affronter le soutien populaire aux appelés (comme il s'était manifesté au procès de Draguignan, l'an dernier). C'est un recul évident, un désaveu des propos agressifs de Bigeard-la-torture.

Mais il faut aller plus loin : développer la solidarité autour des appelés réprimés pour faire lever toutes les sanctions.

L'ART DE VENDRE UN LIVRE

Le prix Goncourt qui a plus de 70 ans d'existence commençait à perdre de son prestige auprès de la clientèle bourgeoise des librairies. L'an dernier, le prix Renaudot avait même été deux fois plus vendu que le Goncourt.

Pour remédier, il fallait une campagne publicitaire qui tienne en haleine pendant plusieurs semaines.

Ce fut d'abord les menaces contre la vénérable institution et ses membres, et les pétards mouillés de Edem Hallier, autre écrivain éditeur en mal de publicité. Puis ce fut le couronnement d'un inconnu, à l'existence douteuse : Ajar. La presse s'ingénia à publier révélations et démentis sur la véritable identité de l'élu mystérieux, dont on a pu voir cependant la photo dans les journaux !

Enfin, dernier coup de théâtre, Ajar annonce par son avocat qu'il refuse le prix : ça ne lui coûte rien car il n'y a pas de prime et ça fait vendre. Aux dernières nouvelles, Ajar serait un certain Paul Pavlovitch, cousin de Romain Gary, écrivain qui a aussi besoin qu'on parle de lui.

Est-ce là le dernier épisode de cette affaire, ou apprendra-t-on demain que ce Pavlovitch n'est qu'un nouveau prête-nom ?

Ce qui est certain c'est qu'après une telle campagne publicitaire qui ne leur a rien coûté, les éditeurs et l'auteur battront tous les records de vente.

300 ATELIERS DE CONFECTION UN RÉSEAU DE NÉGRIER

Hier matin, à Corbeil dans l'Essonne, cinq négriers yougoslaves viennent d'être inculpés par le parquet. Une descente de police dans des ateliers clandestins de confection qu'ils dirigeaient prouvent qu'ils employaient des travailleurs yougoslaves réduits à l'état d'esclaves. Il y a trois semaines, toujours dans la confection, c'est Jean Novac, pour les mêmes raisons qui a été incarcéré. Il opérait à Pavillons-sous-Bois. Dans une villa transformée, il exploitait 14 yougoslaves. Les machines à coudre étaient installées dans les sous-sols ; les autres pièces avaient été transformées en dortoirs. Dans ce décor, les ouvriers immigrés travaillaient 15 heures par jour, ne s'arrêtant que pour manger à tour de rôle. Plusieurs descentes de police dans Paris ont suivi cette «découverte», elles n'ont rien donné. Mais apparemment, la police ne semble pas décidée à s'arrêter là. Le réseau des négriers qui va de l'importation de la main d'œuvre à la revente hors taxe des produits fabriqués semble vouloir être démantelé.

TIRO-CLASSA VALRÉAS

Depuis près de trois semaines, 90 % des travailleurs de l'usine Tiro-Class à Valréas sont en grève, pour l'amélioration des horaires de travail et l'augmentation des salaires. Il y a quelques jours, des grévistes ont occupé un atelier de l'usine et s'y sont barricadés en soudant les portes, pour empêcher les non-grévistes d'entrer dans l'entreprise.

PARIS-RHÔNE: "250 f. c'est possible, et c'est le moment"

(suite de la page 1)

Les travailleurs de Paris-Rhône accompagnés de ceux qui étaient venus les soutenir, sont ensuite partis en manifestation dans les rues du quartier en appelant les habitants à appuyer leur lutte. A un dirigeant CGT qui avait pris la tête de la manifestation et qui scandait «négociation», les ouvriers opposaient la chanson de la grève : «qui c'est qui va gagner, c'est nous les ouvriers de Paris-Rhône» et leur mot d'ordre : «250 F. c'est possible et c'est le moment». C'est donc une victoire importante que les grévistes de Paris-Rhône ont remporté ce matin sur leur patron de choc, même si dans le 3^e, l'usine a été évacuée par ceux qui l'occupaient, ce qui a permis à quelques dizaines de cadres et de jaunes de rentrer. Forcés de se replier sur l'usine du 8^e, beaucoup d'ouvriers du 3^e remettaient en cause, en fin de matinée, cette décision. Mais les mêmes menaces pèsent toujours sur la lutte de Paris-Rhône, le patron n'a pas renoncé à faire évacuer les locaux par la force. Quant aux dirigeants CGT et à l'Union Locale, qui depuis le début voient cette lutte d'un mauvais œil, ils parlent de continuer l'action sous d'autres formes. Plus que jamais, les ouvriers de Paris-Rhône ont besoin d'un large soutien jusqu'à la victoire.

de notre correspondant régional
Henri GRANGE



popularisation de la lutte

Jeudi soir, se tenait à Villeurbanne la réunion publique de constitution du Comité de soutien aux travailleurs de Paris-Rhône. Plus de 60 personnes étaient venues, malgré la rapidité de la mobilisation. Parmi elles, de nombreux travailleurs, des militants syndicaux de la métallurgie et autres secteurs (Berliet, Cem, Brandt, CGEE, Câbles de Lyon, PTT, Chèques Postaux) témoignaient de l'écho suscité

dans la classe ouvrière lyonnaise par la lutte de Paris-Rhône. Devant les ouvriers des deux usines, membres du comité de grève, qui ont exposé les raisons de leur lutte et son déroulement, les militants présents se sont engagés à être à leurs côtés, à mobiliser autour d'eux pour faire face aux menaces policières. Les membres du comité de grève, des ouvriers de Paris-Rhône présents ont souhaité que, malgré les

difficultés internes de la lutte, les liens se renforcent entre le comité de grève et le comité de soutien, et que l'assemblée générale des grévistes puisse en discuter.

Déjà le comité de soutien a tiré des affiches, qu'il a commencé à coller dans toute la ville. Des interventions avec tracts, collectes ont été mises sur pied pour ce week-end sur les marchés et dans les quartiers.

corse

journées d'action contre la répression Riolacci et les partis de gauche contre la population

Hier à 16 h. une grève générale marquait le début des trois journées d'action décidées par les «comités de soutien aux patriotes emprisonnés». La plate-forme revendicative porte sur la libération des militants de l'A.R.C. emprisonnés, l'arrêt des poursuites et l'enquête sur les activités frauduleuses des colons impliqués dans le scandale des vins.

Alors que les lycéens manifestaient à Bastia, les commerçants baissaient leurs rideaux et de nombreux ouvriers débrayaient, les partis de gauche et la CGT ont adopté la même attitude de mépris envers la mobilisation populaire en Corse en refusant de s'associer à ces journées. Les partis de gauche «manifestent» séparément. Les conseillers gé-

néraux unanimes de la droite à la gauche condamnent les comités de soutien qu'ils qualifient de «groupements irresponsables».

Ces injures des notables corses pour les organisations dans lesquelles sont organisés la majorité du peuple de Corse vont dans le sens des déclarations du préfet Riolacci menaçant de faire intervenir ses flics.

Riolacci a fait déployer gendarmes mobiles et CRS dans l'île et reçu en renfort deux escadrons de gendarmes et deux compagnies de CRS.

Les menaces de Riolacci et les injures des partis réformiste et révisionniste n'empêcheront pas le succès de ces journées et en particulier du rassemblement de dimanche à Aléria.

avec Lesieur, plus de pêcheurs au bord de l'eau !

Le Nord est sillonné de Watergangs (canaux). Or la région d'un kerquoise est menacée de manquer d'eau, paraît-il ! Le ministère de l'équipement a trouvé une solution économique : colmater les écluses qui fuyaient ! L'usine Lesieur déverse dans un de ces watergangs du méthane qui s'écoulait inaperçu jusqu'à présent. Grâce aux merveilleuses réparations de notre ministre, le méthane s'accumule maintenant dans une poche dégageant de grosses bulles très toxiques. Les

travailleurs qui se détendent en pêchant au bord de l'eau récupèrent au bout de leur ligne des sortes de bêtes sans squelette. Ils se sont constitués partie civile contre Lesieur. Le procès doit débiter en décembre.

De plus en plus les masses refusent de faire les frais des profits patronaux rejetant l'image flatteuse de «progrès» proposée par la bourgeoisie. La pollution n'est pas fatale !

le procès Goldman cassé

Une nouvelle fois, la crise du système judiciaire dans notre pays est à l'ordre du jour.

Le 14 décembre dernier, Pierre Goldman était condamné à la réclusion criminelle à perpétuité par la cour d'Assises de Paris. Condamnation prononcée pour quatre agressions : trois reconnues par l'accusé et qui, selon l'avocat général entraînaient une peine de 12 à 15 ans de prison. La quatrième agression, utilisée pour la condamnation à perpétuité, consistait en un double meurtre commis boulevard Richard Lenoir, à Paris, en décembre 69 : cette agression, Goldman l'a toujours niée et malgré les nombreuses choses douteuses dans l'accusation sur ce fait - notamment les témoignages contradictoires des témoins - l'avocat général et le jury en firent endosser la responsabilité à l'accusé.

Or, le procès qui a conduit à la condamnation vient d'être cassé par la cour de Cassation. L'affaire devra être rejugée par la cour d'Assises d'Amiens entre février et mai 76. Raison invoquée par la cour de Cassation : le procès-verbal des débats n'avait pas été daté par le président et le greffier de la cour d'Assises, alors que cela doit être fait trois jours au plus tard après le verdict.

Cette histoire de date est-elle la vraie raison ? Depuis près d'un siècle, la cour de Cassation a toujours admis les procès-verbaux non signés. Bien que contraire aux règles édictées, c'était entré dans les mœurs de la justice bourgeoise.

Comment expliquer ce revirement ? S'agit-il de la contestation dans l'appareil judiciaire qui atteindrait cette «vénérable» institution composée de 18 magistrats parvenus au sommet d'une carrière comme peuvent en rêver des avocats avant tout soucieux de promotions dans la justice de la bourgeoisie, des magistrats quasiment «intouchables» ? C'est peu probable.

On peut penser que la cour ne prend jamais ses décisions indépendamment du pouvoir politique, et sans doute la décision qu'ils viennent de prendre au sujet du procès Goldman a été «conseillée» de haut.

Car le gouvernement est obligé de tenir compte de la contestation qui se développe contre son appareil judiciaire : or, dans le procès tel qu'il fut conclut en décembre, non seulement des preuves décisives manquaient à l'accusation mais, il est certain que le passé d'ancien militant politique contestataire a pesé dans la décision du tribunal pour condamner Goldman. Dans l'avenir, la bourgeoisie, pour défendre son pouvoir peut très bien également faire endosser des actions criminelles comme celles du boulevard Richard Lenoir, à des militants révolutionnaires. A l'époque du procès, des manifestations avaient eu lieu, de nombreux progressistes condamnant la manière dont a été fait le jugement.

Le pouvoir a sans doute voulu désamorcer quelque chose susceptible d'alimenter la contestation de sa justice, tout en rajoutant à peu de frais à son vernis libéral.

une hépatite grave à Saint-Antoine

Une infirmière qui travaillait de garde au service de réanimation, lutte actuellement contre la maladie. Elle est sortie depuis peu de coma, alors qu'on parlait même, paraît-il, de débrancher l'appareil de réanimation.

Malgré la campagne déjà menée contre l'hépatite à l'hôpital, en particulier au CHS, les mesures nécessaires décidées n'ont pas été appliquées par la direction. Le manque de personnel fait que la cadence de travail est telle qu'il serait trop long d'utiliser le matériel spécial. Le matériel jetable a été de plus en plus restreint, alors que les médecins prescrivent de plus en plus d'exams, de prises de sang. Comme de plus, les cas d'hépatite ne sont pas signalés correctement, c'est tout le personnel qui est menacé. Quand on pense aux laryngoscopes qui servent à plusieurs malades à la suite, (un exemple parmi tant d'autres !), les malades eux-mêmes sont menacés.

A Necker, au rein artificiel, en 74, sur les 25 personnes de

l'équipe, 22 ont été touchées ! Si nous ne luttons pas, la situation ne cessera de s'aggraver : à Cochin, en 74, il y a eu 14 cas d'hépatite, et rien que dans les 6 premiers mois de 75, 15 cas déclarés ! Non à la fatalité de la maladie ! Il faut faire toute la vérité sur l'hépatite ! Assez d'économies sur notre dos !

L'Assistance Publique veut stopper le «gaspillage» sur tout (matériel, personnel...). Suivons l'exemple des mineurs de Liévin qui, en montant la Commission Populaire d'Enquête à l'appel du PCR (ml) et en faisant un tribunal Populaire, ont fait reculer les Houillères Exigeons :

- l'ouverture de l'embauche pour soulager la charge de travail par personne,

- la prévention systématique contre l'hépatite,

- la déclaration et la reconnaissance de tous les accidents du travail et maladies professionnelles.

Corr. Cellule St Antoine du PCR (ml)

Air France " nous tiendrons le temps qu'il faudra "



(suite de la page 1)

Mais comme le diront des travailleurs «Les prix n'attendent pas eux ! Si la direction croit que c'est avec ça qu'on va se remettre au boulot, elle se fait des illusions !» Quant aux autres revendications, qu'en est-il ? Les effectifs ont baissé de 800 depuis un an ; les travailleurs qui se sont vu imposer une augmentation des cadences réclament l'embauche de personnel. Là-dessus, la direction n'a rien voulu céder, ni sur les avances.

Le nouveau PDG envisage même d'aggraver encore les conditions de travail ! Hier, à la télévision, ne déclarait-il pas qu'il «comptait éponger le déficit de la compagnie en faisant des économies», ajoutant aussitôt «qu'il comptait s'appuyer sur les différents secteurs d'Air France» : en clair, comme le disent les travailleurs, c'est des licenciements, le chômage partiel et même des «congs sans solde». Et bien, il se trompe : les travailleurs, en force viennent de décider la poursuite de la lutte, par des débrayages de 4 heures. Hier, plusieurs déclaraient : «nous tiendrons le temps qu'il faudra !»

Marseille : action avec des paysans

Lors des journées d'action contre le chômage, le Comité de lutte contre le chômage des quartiers nord de Marseille a organisé une vente directe de vin, de fruits et de légumes avec la participation de plusieurs jeunes viticulteurs de l'Hérault, qui n'ont pas hésité à parcourir les 200 kms qui les séparent de Marseille. Les locataires de plusieurs cités, prévenus par les tracts du Comité de Lutte, et les affiches et les tracts de soutien du PCR, sont venus très nombreux à cette vente directe. Les viticulteurs ont expliqué le sens de leur lutte, un travailleur de Griffet est intervenu pour montrer qu'une telle vente directe devait être organisée avec les licenciés de Griffet pour soutenir leur lutte mais aussi pour réunir toutes les luttes comme celle des travailleurs de l'imprimerie, papeterie-maritime en lutte, présents au cours de la vente.

Une ménagère dira : «Quand on voit à quel prix les paysans vendent

leurs produits, alors que nous ne les trouvons pas ou alors à 5 fois plus cher, ça montre bien qu'il y a trop d'intermédiaires qui en profitent». Le soutien des paysans était concrétisé par la présence de 70 caisses de petites pommes ramassées par une équipe de jeunes de Marseille au cours de la journée du 11 novembre. Ces caisses de 14 kg ont été vendues 6F la caisse, 3 F pour le paysan et 3 F pour le fond de soutien du Comité de lutte. Un forum-débat s'est tenu à 16h avec la présence de plusieurs locataires des différentes cités du quartier nord, des travailleurs de Fos, de Griffet, d'Alsthom. Au centre du débat : l'unité ouvriers-paysans et la nécessité de faire converger toutes les luttes dans un vaste mouvement d'ensemble permettant aux viticulteurs de participer plus efficacement et d'avoir plus d'impact.

La nécessité d'un large front de lutte des ouvriers et paysans unis est apparue évidente pour tous.

situb un pas de plus vers la victoire

Jeudi 20 novembre, 9 h. 30, dans les locaux de la SITUB, c'est l'effervescence, le moral est au beau fixe : un délégué de Lacq (usine des Pyrénées) est là, ceux de Frontignan vont arriver, ceux de Tancarville (Seine-Maritime) et Petit-Couronne (près de Rouen) doivent entrer dans la lutte. Après discussion, les travailleurs de la SETIP de Vitrolles, ceux de Frelander de la CGEE-Alsthom, de COMSIP (entreprise) et de Contrôle-Application refuseront toutes augmentations des cadences par l'arrivée de chantiers supplémentaires à la SITUB.

Les intérimaires seront aussi solidaires. A 10 h. 30, tous se retrouvent à Marseille au siège social au Prado avenue du Frêne. Tout le monde s'installe dans le hall de

l'immeuble, « tout ça, c'est à nous, ils l'ont construit avec notre travail » nous diront plusieurs travailleurs. « C'est tout à air conditionné ». Les quatre délégués CGT sont enfin reçus (avec 90 % des syndiqués, la CGT est l'unique syndicat). Avec les travailleurs les discussions s'animent, tous ont quelque chose à dire. Sur les revendications : principalement le 13^e mois, mais aussi le respect de la qualification, la valeur du point à 17 F., les 40 h. en 5 jours sans perte de salaire et un budget décent pour les œuvres sociales.

Leur patron est un vieux routier des affaires, son expérience dans l'exploitation des ouvriers n'est pas récente, il a créé une boîte de location, la SOPIM dont il est le

PDG, en guise de 13^e mois, les travailleurs manuels reçoivent 100 F. de prime exceptionnelle de fin d'année, depuis l'an dernier.

Pour augmenter le rapport de force, les employés et les techniciens du siège sont consultés et malgré les pressions, la grève est votée. Tous les travailleurs s'engagent à ne pas reprendre le travail si des pressions sont faites sur un seul employé ou technicien gréviste. C'est un pas de plus vers la victoire, les grévistes du siège sont vivement applaudis en descendant les escaliers au milieu d'une haie d'honneur. Le directeur serre les dents pour éviter de faire tomber sa pipe. « Si les employés et techniciens du siège s'y mettent, où va-t-on ! » « Vers la victoire, ne vous en déplaise, mon-sieur ! »

vie syndicale

Répondant à de nombreuses demandes de lecteurs, de camarades syndiqués, nous avons ouvert, avec l'examen du Congrès CFDT-Assistance Publique (mercredi 19 novembre), une nouvelle « rubrique » de la section luttres ouvrières et paysannes. Aujourd'hui, c'est une première contribution au débat dans les sections CGT de la Métallurgie.

A vous camarades, de refléter dans ces colonnes la lutte menée pour un syndicalisme révolutionnaire dans vos sections d'entreprises et unions ! Prochainement nous aurons l'occasion de revenir sur les conclusions du Congrès CFDT-A.P. et de tirer un premier bilan pour la CGT des P.T.T.

S.R.

réflexions sur le 24^e congrès CGT Renault

Le syndicat CGT de Renault-Billancourt a tenu du 14 au 17 novembre son congrès.

Ce 24^e du genre se voulait «un événement de grande importance», d'un genre nouveau «à l'image de notre syndicat de classe, de masse et démocratique», disait le bureau syndical.

À l'ordre du jour du congrès : le bilan du dernier conflit du printemps, l'appréciation de la gauche après les présidentielles, l'accord CGT-CFDT... Sur tous ces points, il y avait de nombreux comptes à obtenir de la direction du syndicat aux mains du P.C.F. L'amertume des travailleurs, et en particulier des OS, immigrés et jeunes, vis-à-vis du demi-échec du printemps ; le désabusement après les 14 licenciements pour lesquels il a été fait plus de bluff (banderoles hissées par une poignée de gens du P.C.F...) que d'actions

concrètes ; l'indifférence de la plupart pour la fameuse grille unique de la métallurgie... C'est tout cela qu'a traduit la faible participation des Renault à la journée d'action métallurgie récente (meeting de 400 travailleurs, grève réduite à quelques secteurs d'OP, malgré les efforts de Sylvain et consorts venus en personne appeler au débrayage !). Là-dessus, l'équipe sortante n'a guère fourni d'explications. Ceux qui ont calomnié l'ouvrier Pierre Overney (que la «maîtrise-musclée» de Renault a assassiné en 72) et bradé la lutte du printemps, ceux qui veulent faire de la CGT-Renault l'appendice du P.C.F., ne représentent pas la voie d'une CGT répondant à la situation actuelle, renforcée dans les ateliers à laquelle aspirent les syndiqués CGT et autres travailleurs de Renault.

Un lecteur de Boulogne

BRAUD (Angers) interview des délégués syndicaux

Le Quotidien du Peuple : La grève a commencé chez Braud le mercredi 12 novembre ; pouvez-vous nous expliquer pourquoi vous êtes passés à l'action ?

Fin Avril 1975, la direction réduit les horaires de 43 à 32h. Le lundi 10 novembre nous recevons une lettre recommandée nous annonçant qu'à partir du mercredi 12, nous passerions à 24h. Face à cette nouvelle dégradation les travailleurs passent à l'offensive et décident la grève avec occupation.

QdP : Quelle est votre plateforme revendicative ?
Tout d'abord, et nous sommes très fermes là-dessus, nous disons «non aux licenciements». La direction propose de les reporter au printemps 1976 mais nous ne sommes pas d'accord, c'est reculer pour mieux sauter ! Nous voulons aussi le paiement des jours de grève, la 5^e semaine de congés payés, le 13^e mois basé sur 174 heures, une compensation de nos pertes de salaire enregistrées à cause du chômage partiel et également une augmentation du pouvoir d'achat, au sujet de cela, la direction nous a proposé une augmentation de 30 centimes, c'est ridicule car elle sera immédiatement absorbée par la hausse du coût de la vie !

QdP : Comment voyez-vous votre situation actuellement ?

Il y a un syndicat indépendant (directement sous contrôle patronal) qui regroupe tous les jaunes : petits chefs parvenus... et qui est vraiment un syndicat bidon, il essaie de nous diviser, mais sans succès, les gars ont compris le rôle qu'il jouait. Les difficultés qui risquent d'apparaître pour nous se situent au niveau matériel (paiement des loyers, des impôts locaux qui sont très lourds à Angers). C'est pour cela que nous sollicitons la solidarité financière afin que les gars ne se découragent pas. Ce qui est remarquable, c'est que nous sommes tous fermement décidés à n'accepter aucun licenciement et à nous battre jusqu'au bout. Nous nous installons dans la lutte, organisons des piquets de grève de jour comme de nuit, la solidarité se développe sur le plan financier par des collectes effectuées dans les quartiers populaires, sur les marchés, à la sortie des usines. Nous remercions d'avance tous les camarades qui nous apportent leur soutien et particulièrement le Quotidien du Peuple qui donne un écho national à notre lutte.

Corr Angers

FORGES DE GUEUGNON : OCCUPATION POUR LE RETOUR AUX 40H

Les ouvriers des Forges de Gueugnon (Saône-et-Loire) se sont mis en grève avec occupation des locaux, le jeudi 20 novembre, pour le retour aux 40 heures, et la garantie des salaires. Après les avoir mis au chômage partiel pendant plusieurs jours, la direction a eu le culot de porter l'horaire hebdomadaire à 43 heures. Les travailleurs refusent de chômer une semaine, et de faire des heures ensuite, selon le bon vouloir des patrons. Ils exigent la semaine de 40 heures.

AMISOL (CLERMONT) L'USINE DOIT ROUVRIRE !

Les travailleurs d'Amisol se battent pour la réouverture de leur entreprise. Pour essayer de casser leur lutte, l'Agence locale pour l'Emploi convoque individuellement tous les ouvriers de l'usine pour leur proposer un emploi. Mais les syndicalistes CGT de l'ANPE les soutiennent. Car ce qui veut les grévistes, c'est du travail là où ils en avaient, chez Amisol.

Corr. Clermont

GALA DE SOLIDARITÉ AVEC LES GRÉVISTES DES ASSURANCES DU GROUPE DE PARIS

Samedi 22 Novembre de 10 h à 18 h débats permanents avec les travailleurs en lutte et, à partir de 14 h : animation, spectacles.

BATACLAN
50 boulevard Voltaire
Paris 11^e - M^o Oberkampf
(et non rue Charlot, la salle ayant été refusée par le préfet de police).

programme

SAMEDI 22 NOVEMBRE

TF 1
 14 h 35 - SAMEDI EST A VOUS
 18 h 50 - MAGAZINE AUTO-MOTO
 19 h 20 - ACTUALITÉS REGIONALES
 19 h 45 - LA VIE DES ANIMAUX
 20 h 00 - JOURNAL
 20 h 30 - NUMÉRO 1 : Julien Clerc
 21 h 30 - PEYTON PALACE feuilleton
 22 h 15 - A BOUT PORTANT
 23 h 20 - JOURNAL et fin

A 2
 14 h 05 - SAMEDI DANS UN FAUTEUIL
 18 h 00 - CLAP magazine du cinéma
 19 h 20 - ACTUALITÉS REGIONALES
 20 h 00 - JOURNAL
 20 h 30 - LE PÈRE AMABLE film TV
 22 h 15 - DIX DE DER
 23 h 35 - JOURNAL et fin

FR 3
 18 h 25 - ÉMISSION ALSACIENNE
 18 h 55 - FLASH JOURNAL
 20 h 00 - FESTIVAL DU COURT MÉTRAGE
 20 h 30 - LES PAPIERS D'ASPERN
 22 h 20 - JOURNAL et fin

DIMANCHE 23 NOVEMBRE

TF 1
 12 h 00 - SEQUENCE DU SPECTATEUR
 12 h 30 - L'HOMME QUI N'EN SAVAIT RIEN (jeu)
 13 h 00 - JOURNAL
 13 h 20 - LE PETIT RAPPORTEUR
 14 h 05 - LES RENDEZ-VOUS DU DIMANCHE
 15 h 45 - DIRECT A LA UNE
 17 h 25 - NEVADA SMITH Douglas
 18 h 45 - LES ANIMAUX DU MONDE
 19 h 15 - LES FAUCHEURS DE MARGUERITES feuilleton
 19 h 45 - JOURNAL
 20 h 30 - POUIC POUIC Girault (63)
 21 h 55 - POUR LE CINÉMA
 22 h 55 - JOURNAL et fin

A 2
 14 h 50 - EGLANTINE (J.-cl. Brialy)
 16 h 35 - RENDEZ-VOUS AVEC... Serge REGGIANI
 17 h 20 - RESULTATS SPORTIFS
 17 h 25 - BONSOIR GILLES Hommage à G. Margaritis
 18 h 30 - SPORTS SUR L'A 2
 19 h 15 - SYSTEME 2 J. Hallyday
 20 h 00 - JOURNAL
 20 h 30 - SYSTEME 2 (suite)
 21 h 40 - LES ILLUSIONS PERDUS d'après BALZAC
 23 h 05 - JOURNAL et fin.

FR 3
 18 h 50 - SPECIAL D.O.M.-T.O.M.
 19 h 00 - LA CLOCHE TIBETAINE
 19 h 55 - SPECIAL SPORTS
 20 h 05 - LES SECRETS DE LA MER ROUGE feuilleton
 20 h 30 - HIEROGLYPHES
 21 h 20 - JOURNAL et fin

notre sélection télévision

A 20 h 30, samedi soir, sur Antenne 2, «Le père Amable». Du texte de Maupassant, Claude Santelli en a tiré un film télé. Metteur en scène des «Misérables», depuis un an, il a mis en image quatre autres comtes de Maupassant. «Le père Amable», paysan normand, est en guerre contre sa brue. Derrière les «passions qui agitent la famille, ce sont les grands thèmes idéalistes qui sont développés: amour, mort, etc. Santelli s'est rendu populaire par la façon dont il sait rendre vivace un certain populisme, grâce à des qualités artistiques indéniables.

JEUDI SOIR SUR Antenne 2

«Changement de saison», le film qu'Antenne 2 a diffusé jeudi soir, à 20 h 30, raconte un épisode de la vie d'une famille ouvrière, épisode que bon nombre de travailleurs connaissent aujourd'hui.

Nicole, la femme d'un ouvrier de 40 ans, qui travaille sur un chantier naval de Dieppe, doit se mettre au travail, pour que son fils cadet puisse aller au collège. Après des stages de recyclages (elle a un CAP de dactylo), elle se voit obligée de partir à Paris, seule ville où elle trouve du travail. Là, elle connaît les conditions d'exploitation capitaliste de manière directe. Dans la petite chambre d'hôtel où elle loge, avec son mari venu la voir, elle décide de ne pas lâcher. Elle y est obligée.

Le réalisateur, Krier, dans son film, finalement, présente la séparation forcée que connaît Nicole. Le raisonnement qu'il veut nous faire tenir est le suivant: les maris empêchent leurs femmes de travailler; de fait, ils les condamnent à une autre forme d'exploitation que celle qu'ils veulent justement leur éviter; même si cela n'est pas tout rose, les femmes ne trouveront la libération que dans le travail; l'éloignement est finalement secondaire lorsqu'il est nécessaire. Dans le film, l'ennemi principal, plus que le système capitaliste, qui ne crée pas de crèches, qui maintient des salaires de misère, qui inculque l'idéologie bourgeoise, c'est le mari avec ses conceptions.

Non, pour les ménagères, l'isolement forcé, la gestion de la pénurie, c'est le lot de tous les jours, pour les travailleuses actives, c'est l'exploitation très dure, les cadences supérieures à celles des hommes, des salaires plus bas. Et dans tout cela, l'ennemi principal, c'est bien la bourgeoisie. Au départ, ce film ne tombe pas dans le «féminisme», mais ce qu'il faut, ce sont d'autres propositions que celle du travail «libérateur».

Claude VILLARD

lutte contre la pollution par l'amiante

Nous publions ici l'interview d'un délégué - CFDT du CHS de l'université de Jussieu (Paris VII) sur les dangers de l'amiante et la lutte menée par les travailleurs de Jussieu et l'intersyndicale pour obtenir une réglementation sur l'utilisation de l'amiante des mesures de sécurité pour ceux qui travaillent dans des entreprises utilisant l'amiante comme matériau.

Quotidien du Peuple : Répondant à l'invitation de l'intersyndicale, les professeurs Selikoff et Nicholson, spécialistes américains de la pathologie de l'amiante, ont donné récemment des conférences à Jussieu, peux-tu en indiquer les conclusions principales ?

R. : Les problèmes de pollution par l'amiante ne concernent plus seulement les travailleurs qui manipulent professionnellement de l'amiante. Par exemple, la famille d'un travailleur de l'amiante peut contracter un cancer simplement à cause des poussières ramenées sur les vêtements de travail. Pareil pour les voisins des usines d'amiante. Alors que des doses importantes et une exposition prolongée provoque l'abstose semblable à la silicose des mineurs, des doses très faibles suffisent pour déclencher un cancer, qui ne se déclare qu'au bout de 15, 20 ans minimum.

QdP : A quoi sert l'amiante ?

R. : A Jussieu comme dans beaucoup de constructions modernes, l'amiante a été utilisée en «flocage mou» (projeté au pistolet) pour protéger les structures métalli-

ques. L'amiante est un très bon isolant.

QdP : Peux-tu expliquer quels sont les risques encourus par le personnel et les étudiants du campus, et pourquoi ?

R. : L'amiante en flocage mou se dégrade très facilement et les fibres passent dans l'air, arrivent dans les poumons où elles ne sont jamais éliminées, puis 20 ans après on peut se retrouver avec un cancer du poumon ou de la plèvre qu'on ne peut pas guérir. A Jussieu le docteur Efthymiov responsable du service médical de Paris VII a fait un rapport qui prétend difficile «d'estimer dangereux le taux de pollution par l'amiante mesuré à Paris 7» alors que les prélèvements d'air ont prouvé qu'il y avait jusqu'à 1 000 fois plus d'amiante que dans l'air de la rue !

QdP : Où en est la lutte à Jussieu et quelle est la réponse des présidents ?

R. : Le collectif intersyndical CGT-CFDT-FEN a fait le maximum d'informations. Comme à Jussieu il y a des scientifiques, nous avons pu très facilement établir un dossier

[disponible contre 5 F frais PTT inclus en écrivant à l'intersyndicale]. Les personnels sont très sensibilisés et certains ont arrêté de travailler dans les secteurs les plus pollués. Les présidents, surtout Alliot (Paris 7) cherchent à gagner du temps, demandent rapport sur rapport. Jeudi conformément à ce qui a été voté en AG nous irons au rectorat ; nous informerons les personnels du résultat, pour décider d'amplifier éventuellement l'action.

QdP : En France la réglementation sur l'utilisation de l'amiante dans la construction est inexistante. Aussi l'action engagée à Jussieu a-t-elle un caractère national : quels sont les objectifs et les moyens fixés ?

R. : Nous avons écrit à toutes les fédérations syndicales concernées, et à toutes les sections des entreprises où le même procédé qu'à Jussieu a été employé. Nous avons même écrit aux mineurs canadiens d'amiante.

Pour gagner au niveau national, obtenir une législation stricte sur l'amiante avec interdiction de l'utilisation en flocage mou, nous avons fait passer le maximum d'informations dans la presse et nous espérons que de nombreux travailleurs manipulant l'amiante ou exposés à l'amiante nous contacteront.

Ecrire à :
 Université Paris 6 et Paris 7
 Intersyndicale CGT-CFDT-FEN
 Bâtiment H
 4, place Jussieu
 75 007 Paris

feuilleton

Liévin: le mineur accuse

de Guy Mory et Jean-Paul Gay

LES LONGS TRAJETS

Le bassin minier du Nord Pas de Calais est certainement la région de France où il y a la plus forte proportion de véhicules à 2 roues. Dans les coronas, beaucoup de vélos et de mobylettes, encore peu de voitures. En pleine ville, à Béthune, dans le cœur du pays minier, les pistes cyclables sont nombreuses. Tôt le matin, elles connaissent un grand trafic. L'explication est simple : depuis que la mine existe, le mineur avait toujours logé près de son lieu de travail. Pour se rendre au puits en exploitation, il n'y avait qu'une courte distance à parcourir; souvent même pas besoin de la mobylette, on pouvait se rendre à pied à la fosse à quelques centaines de mètres. Il suffisait de quitter son domicile une demi-heure au maximum avant la descente. Les mineurs d'un même coron allaient au même puits, ils y allaient ensemble, groupes de copains soudés entre eux.

«AVANT, ON TRAVAILLAIT A LA PORTE, MAINTENANT, IL FAUT TRAVAILLER A 40 KMS»

La politique de récession bouleverse cette situation. Avec la fermeture des puits, le trajet à faire de la maison au lieu de travail s'est considérablement allongé. Il dépasse fréquemment les 30 kms. Avec les mutations dues à la fermeture progressive des puits, les mineurs changent de plus en plus souvent de lieu de travail : certains ont fait 4, 5, et même 10

puits différents en quelques années. A chaque fois le trajet s'allonge. Dans ces conditions, l'achat d'une voiture devient de plus en plus une obligation : «la voiture est indispensable. Pour nous, ce n'est pas un luxe !»

Pourtant, peu de mineurs en achètent : il y a le salaire qui est devenu un des plus bas de la classe ouvrière et qui ne permet guère de gros achats. Beaucoup ont la quarantaine et sont attachés à leurs habitudes qui datent de l'époque récente où les distances étaient si courtes à parcourir. Aujourd'hui, la plupart se rendent à leur travail en prenant le car des Houillères.

Un exemple de la dispersion engendrée par la récession : pour la fosse 7 à Avion, il n'existe pas moins de 17 circuits de cars des Houillères qui amènent chaque jour une bonne partie des 2 000 mineurs de ce puits de l'UP de Lens.

Avec la longueur et le temps des trajets, c'est souvent plus de 12 heures qu'on doit passer hors de chez soi, pour 8 heures de travail. Les nombreux arrêts et détours des bus allongent de beaucoup, la durée du trajet. Pour parcourir les quelques kms qui séparent la cité du 3 à Liévin de la fosse 4 à Lens, le bus des Houillères met une demi-heure. Une demi-heure pour quelques kms, car le bus passe par Givenchy, Angres et plusieurs cités de Liévin avant de s'arrêter à l'entrée de la fosse.

A LA SORTIE DE LA FOSSE 4 DE LENS

Un petit bistrot près du puits 4 de Lens, où ceux du 3 sont venus travailler après la catastrophe. Dès midi et demi, les équipes du matin commencent à remonter. A partir de 13 heures, le café se remplit vite : on prend un verre en attendant le départ du car pour Bruay, Béthune, Auchel, Sains-en-Gobelle...

L'attente, ici, révèle le degré d'exploitation des hommes par les Houillères. Au comptoir, deux mineurs dont l'un a eu les doigts arrachés et l'autre la jambe brisée, et qui ont été remontés au jour, évoquent l'absence de sécurité. Contre les Houillères, la révolte est grande : «A la mine, c'est comme à l'armée, c'est : marche ou crève !» Les tracts et les journaux de la Commission Populaire d'Enquête que des camarades distribuaient à la sortie son lus avec intérêt, avec un peu d'étonnement aussi : un journal qui dit enfin la vérité. L'un d'eux dit : «J'ai déjà passé vos journaux à de la famille qui vit à Paris. Ils en apprendront sur ce qui se passe ici !» Un article sur la médecine retient d'abord l'attention de ceux qui ouvrent le journal : «Oui, c'est bien ça, les toubibs sont vendus aux Houillères».

Ces hommes viennent de passer plusieurs heures d'un travail épuisant, ils ont du faire parfois une heure de marche à pied sous terre, dans les voies étroites, de la taille de charbon jusqu'à l'accrochage, au puits de remontée, et ils doivent encore attendre le car des Houillères pour pouvoir rentrer chez eux, quelque fois plus d'une heure pour

un trajet long et fatigant. Pour tout le monde, le car est à 14 h 20.

«En fait, nous faisons presque 12 heures de travail, alors qu'on ne nous en paie que 8. Je me lève chaque jour à 4 h du matin pour prendre le car à 4 h 30. Arrivée ici à 5 h. On descend à la fosse à 5 h 30, je finis à 13 h 30, le car part à 14 h 15. J'arrive chez moi ; il n'est pas loin de trois heures de l'après-midi.

- N'est-il pas possible de loger près d'ici ?

- Avant, le puits où je descendais était à 200 mètres de la maison ; avec la fermeture du puits, je dois faire 35 kms pour travailler. Changer de logement ? Ce n'est pas facile avec les Houillères. Et je m'étais dit, avec 29 ans de fond, je ne vais pas demander à changer, encore un an et c'est la retraite anticipée. Mais voilà qu'ils ne donnent plus la retraite anticipée, parce qu'ils veulent fermer moins vite et qu'ils manquent de main-d'œuvre».

Ce matin, comme les autres jours, il s'est levé à 3 heures du matin. Le car passe à 4 heures moins le quart, tout près de Béthune. «Avant, j'ai 4 kms à faire en mobylette. Je suis remonté à 13 heures. 20 minutes pour la douche. Maintenant, j'attends le bus pour Béthune à 14 h 20. Il y a à peu près 20 kms mais, avec le circuit à faire, je ne serai pas à la maison avant 3 heures et demi. Et encore, à condition que le bus n'ai pas de retard».

(à suivre)

Portugal VERS LA GUERRE CIVILE ?

LA CFDT CONTRE LE PEUPLE PALESTINIEN

Alors que l'ONU vient de voter une résolution affirmant que le «sionisme est une forme de racisme», les réformistes de la confédération CFDT s'empres- sent de pousser de grands cris de protestation !

Pour eux, «cette idéologie ne peut être qualifiée de raciste, car cela conduit à assimiler à une forme de racisme toute revendication d'identité nationale, religieuse ou culturelle». En fait, ce que veulent cacher les réformistes, c'est que le sionisme est une idéologie qui a permis à l'impérialisme de créer de toute pièce (l'Etat d'Israël), en 48, sous couvert de donner une «patrie» aux juifs persécutés par les nazis, en chassant de la Palestine ses habitants millénaires. Ce qu'ils veulent cacher, c'est que cette idéologie, en prétendant fonder un Etat sur la religion de ses habitants, a permis de créer, par la force, une base d'agression au Moyen Orient.

Ce qu'ils proposent, c'est l'application de la résolution 242 qui reconnaît l'état d'Israël. Cette position qui renforce la bourgeoisie et le sionisme est une insulte au peuple palestinien et aux peuples du Tiers Monde qui luttent contre l'impérialisme, une insulte aux travailleurs arabes, aux anti-impérialistes. Mais une telle position prise non démocratiquement, n'est pas le fait des travailleurs syndiqués CFDT : au congrès de Nantes, ils huèrent les délégués de l'Histadrout («syndicat d'Israël») et au congrès CFDT de la Métallurgie, ils scandèrent massivement «Palestine vaincra».

Travailleurs syndiqués CFDT, dans nos sections syndicales, rejetons massivement cette position, en faisant signer des motions, en prenant position... Lors du 37^e congrès confédéral, nous remettrons en cause cette orientation réactionnaire !

Richard FEUILLET



Les minets d'un parti de droite collant leurs affiches. Ils se préparent à avoir recours à d'autres moyens.

Le conseil supérieur de la révolution (organisme exécutif du mouvement des forces armées) s'est réuni dans la nuit de mercredi à jeudi. En même temps, une manifestation organisée à l'initiative du P(C)P stationnait longuement sous les fenêtres du président de la République, le général Costa Gomez, qui présidait le conseil. Désormais lancé dans son opération «reconquête du pouvoir», le parti révisionniste adoptait comme mot d'ordre vis-à-vis du 6^e gouvernement : «suspension, démission !». Selon une radio portugaise, les résultats de cette réunion seraient les suivants : dissolution du «groupement militaire d'intervention» que le sixième gouvernement avait tenté de mettre en place pour réprimer le mouvement des masses, et qui n'a jamais réussi à voir vraiment le jour, devant la résistance des soldats ; nomination d'un militaire

social-démocrate (Vasco Lourenço) à la tête de la région militaire de Lisbonne, à la place d'Otelo de Carvalho, qui favorisait trop, au gré du gouvernement, le mouvement des soldats.

Cette tentative de compromis, portant un coup à droite et un coup à gauche, pourrait bien être une des dernières de la bourgeoisie portugaise. L'expérience a en effet montré, particulièrement à l'occasion de la récente manifestation des maçons, que le pouvoir bourgeois ne pouvait compter sur les régiments de la région de Lisbonne pour réprimer les travailleurs en lutte. La reprise en mains de la région militaire serait probablement une condition mise par le gouvernement pour reprendre ses fonctions, après sa décision de les suspendre.

Au cas où ces mesures seraient confirmées, reste à savoir si un simple changement de commandement peut réduire à néant le mouvement de masse des soldats, beaucoup plus profond que l'influence personnelle de Carvalho. Le résultat sera probablement négatif pour la bourgeoisie. Aussi, on risque beaucoup de voir réapparaître, à brève échéance, les tentatives, déjà esquissées samedi dernier par la réunion des députés de droite à Porto, de regrouper la réaction dans le nord du pays pour se lancer dans une guerre contre-révolutionnaire de «reconquête» du sud.

Seule la mobilisation des masses, et particulièrement des soldats, du nord peut aujourd'hui faire barrage à cette issue, la seule probablement qui se présentera à la bourgeoisie dans un proche avenir.

COMORES : LE MINISTRE DE LA DÉFENSE CHASSÉ DE MAYOTTE PAR LA POLICE FRANÇAISE

Le ministre de la Défense des Comores, Ali Soilih, s'est rendu accompagné d'un cinquantaine de personnes sur l'île de Mayotte, l'une des quatre îles de l'archipel des Comores. Depuis que l'indépendance a été proclamée en juillet 1975, le gouvernement français a refusé de se retirer de Mayotte sous prétexte que cette partie de territoire comoréen voulait «rester française». Les troupes françaises continuent d'occuper l'île où une base militaire est en construction. L'armée d'occupation a, d'après l'AFP, placé en garde à vue le ministre.

On apprenait ce soir que la légion avait obligé le ministre et les comoriens qui l'avaient accompagné à quitter Mayotte.

Dans un message à l'ONU, le chef de l'Etat, Saïd M. Jaffar, précise que la démarche du ministre avait pour but d'établir l'autorité légitime du Conseil exécutif national (le Gouvernement) sur cette partie du territoire national où s'exerce illégalement l'autorité française depuis la proclamation de l'indépendance nationale.

LES ANTI-FRANQUISTES APRES FRANCO

INTERVIEW DE L'O.R.T. A PARIS (extraits)

organisation Revolutionnaire des Travailleurs

QdP : que représente pour vous la passation de pouvoirs à Juan Carlos ?

ORT : ce n'est rien d'autre que la continuation du fascisme.

QdP : Pensez-vous que cependant Juan Carlos puisse faire des changements ?

ORT : le développement de la lutte révolutionnaire des masses a conduit le fascisme à une telle décomposition - comme forme de gouvernement - que l'ensemble de l'oligarchie cherche avec Juan Carlos, à effectuer une manœuvre qui consiste à laver la figure au fascisme pour essayer de freiner l'essor des luttes. Mais l'oligarchie a beaucoup de mal à remodeler le fascisme, c'est pourquoi sans doute, elle a fait durer Franco si longtemps.

...Le camarade explique alors que les mesures de «libéralisation» possibles par Juan Carlos ne sont qu'un trompe-l'œil...

Il y a plus d'un an que nous dénonçons devant le peuple les manœuvres - d'ouverture. Dans ces moments, notre lutte va se développer au maximum, autour de deux axes. D'une part, nous allons intensifier, en tant que Parti, notre lutte dans le prolé-

ariat et dans d'autres secteurs du peuple pour renforcer la conscience qu'ils ont déjà de qui est leur ennemi, contre qui nous dirigeons notre lutte, c'est-à-dire l'oligarchie dans son ensemble et l'impérialisme principalement yankee. D'autre part, nous allons user de notre influence dans le mouvement général anti-fasciste pour obtenir l'unité d'action. Malheureusement, les promesses de Juan Carlos sont en train de tromper les partis de la petite et moyenne bourgeoisie qui, avec des manœuvres ambiguës trompent le peuple et divisent les anti-fascistes. Pour notre part, l'élément décisif de la lutte contre le fascisme, c'est la mobilisation populaire.

QdP : pourquoi, alors que vous vous dites marxistes-léninistes, participez-vous à des organismes dans lesquels se trouvent la démocratie chrétienne, les carlistes, la social-démocratie, en définitive des forces bourgeoises ? Ces forces ont-elles une influence ?

ORT : l'influence révisionniste dans le mouvement anti-fasciste a répandu l'illusion que la démocratie bourgeoise était déjà presque acquise et qu'il fallait seulement se préoccuper de sa-

voir quel rôle chaque force y jouerait. Cette illusion a pris une force particulière avec la création de la junte démocratique qui voulait offrir à l'oligarchie et à l'impérialisme une porte de sortie plus avantageuse que le remodelage du fascisme avec Juan Carlos. Les révisionnistes espéraient avoir ainsi en Espagne une influence analogue à celle qu'ils ont dans d'autres pays d'Europe occidentale. Mais pour ces projets illusoire, ils misaient sur l'élimination du prolétariat révolutionnaire et sur le refus d'impulser ou de développer des luttes comme ils s'y sont opposés lors de l'appel à la grève générale en Euzkadi le 11 décembre dernier, par les commissions ouvrières. En plus, la création de la junte ne regroupait pas les autres partis antifascistes. Notre Parti a vu la possibilité de participer à d'autres regroupements antifascistes et s'est fixé comme objectif de réaliser l'unité de toutes les classes, organisations, partis qui ont souffert et souffrent de l'oligarchie et de l'impérialisme. Aujourd'hui, nous pouvons dire que nous avons transformé la lutte unie contre le fascisme en une nécessité pour le peuple.

Notre participation à des organismes de ce genre avait pour but de démontrer que malgré les

illusions créées par les fausses promesses du fascisme, celui-ci va continuer si le peuple ne s'unit pas dans sa mobilisation contre le remodelage par Juan Carlos en tant que Parti enraciné dans le prolétariat et avec une influence toujours croissante, nous pensons que notre participation à la Convergence, dans ces moments précis, sous le fascisme, était nécessaire.

QdP : Vous venez de quitter la Convergence. Pouvez-vous expliquer pourquoi ?

ORT : le 26 octobre, nous avons demandé que la plate-forme se prononce clairement et officiellement sur 8 points décisifs : - c'est maintenant et sans plus attendre que nous devons nous prononcer concrètement contre la monarchie de Juan Carlos et non nous contenter de refuser le continuisme en général. C'est pourquoi le silence ou l'attente - surtout dans un organisme comme la P.C.D. sera jugé comme un symptôme de complicité par le peuple ; - maintenant que le régime est plus faible que jamais et que la confusion existe dans les rangs de ses défenseurs, une vaste mobilisation populaire est le facteur décisif pour laisser en-

trevoir la possibilité d'enterrer la dictature fasciste ;

- nous nous prononçons pour la formation d'un gouvernement provisoire formé de forces démocratiques.

Etant donné que nous n'avons pas obtenu satisfaction sur ces points, il était de notre devoir de quitter la Convergence, tout en continuant d'agir pour l'unité de tous les antifascistes. (...)

QdP : à plus long terme, comment voyez-vous le cheminement vers le socialisme en Espagne ?

ORT : le chemin est long et difficile. En finir avec le fascisme, c'est la tâche actuelle qui ne peut se faire que par l'union de toutes les classes opprimées par l'oligarchie et l'impérialisme. Le mouvement antifasciste est divisé et a des objectifs de conciliation et place des espérances dans la démocratie bourgeoise. L'influence révolutionnaire du prolétariat est encore trop faible pour qu'elle puisse exercer son rôle dirigeant. Faire en sorte que le prolétariat révolutionnaire ait le rôle dirigeant dans le mouvement antifasciste, c'est la tâche que nous nous fixons en tant que Parti. (...)

international

**le quotidien
du peuple**

FRANCO EST MORT A BAS JUAN CARLOS ! vive la republique populaire federative

DECLARATION DU FRAP

Un des plus grands assassins de l'histoire contemporaine vient de mourir. Franco, ce monstre fasciste qui exerça son pouvoir sur un million de morts. Celui qui ensanguinta et endeuilla toutes les familles des travailleurs espagnols, le dernier survivant du nazi-fascisme en Europe, est mort de la même façon qu'il est entré sur la scène politique de notre pays : les mains pleines de héroïque sang du peuple et pour cela haï par les antifascistes du monde entier.

...Franco est mort, mais le franquisme continue. Le franquisme, avec sa féroce exploitation, son oppression, son obscurantisme et sa tyrannie, n'est rien d'autre que la forme de gouvernement de la classe oligarchique espagnole vendue aujourd'hui à l'impérialisme Yankee. C'est pourquoi la lutte contre le franquisme ne peut disparaître avec la mort du dictateur, mais au contraire il faut précisément l'augmenter maintenant que l'oligarchie

se voit soumise à de graves contradictions internes avec la disparition de Franco.

Notre peuple est profondément républicain et il ne va pas accepter l'implantation d'une monarchie, avec à sa tête le pantin Juan Carlos ou tout autre Bourbon. Avec la mort de Franco, de nouvelles perspectives de lutte s'ouvrent en Espagne. Pour cela, en ces moments tout le peuple doit manifester par tous les moyens possibles sa grande joie et organiser toute sorte d'actions dans les usines, les quartiers, les centres d'enseignement et les universités, dans l'émigration, exigeant d'une façon immédiate :

- la liberté totale et inconditionnelle pour tous les prisonniers politiques
- le retour des exilés
- la suppression immédiate de tous les corps répressifs de la dictature
- les libertés démocratiques pour tous les peuples d'Espagne.

Le FRAP, reflétant les plus profonds sentiments et intérêts de tous les antifascistes, multipliera ses efforts pour renverser par la lutte révolutionnaire les castes oligarchiques, expulser l'impérialisme yankee, et implanter une République Populaire et Fédérative.

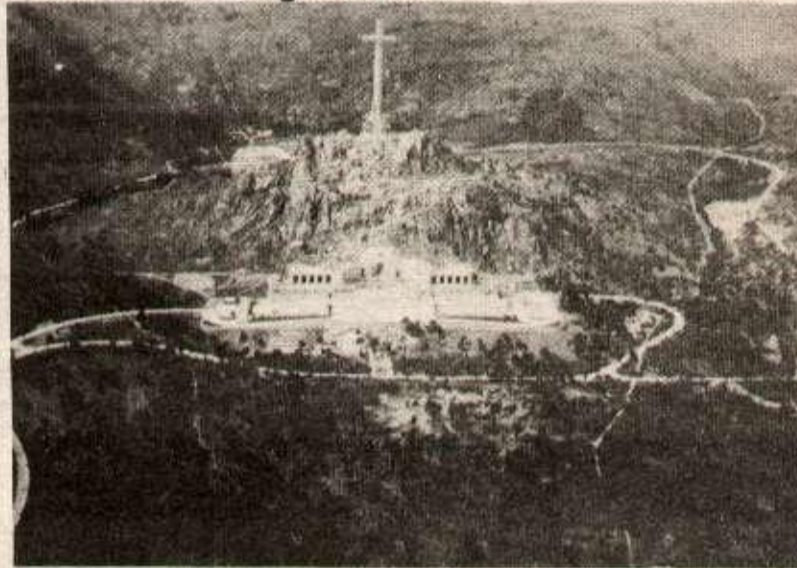
Face aux manœuvres que préparent ceux qui veulent mener le peuple à une collaboration avec le franquisme sans Franco, comme « la Junte Démocratique » et la « Convergence », le FRAP, pense que le franquisme continuera d'exister jusqu'à ce que le peuple en armes, avec sa lutte le renverse pour toujours.

Franco est mort, mais le franquisme continue.

En avant dans la lutte révolutionnaire des peuples d'Espagne pour renverser le fascisme et expulser ses maîtres yankees.

Mort à la monarchie. Pour une république populaire et fédérative.
VIVE LE FRAP
Comité permanent du FRAP

«deuil national» une mobilisation menaçante



«La vallée des morts», sinistre décor des cérémonies fascistes, où Franco va être enterré

Une gigantesque mise en scène se déroule à Madrid et dans toute l'Espagne autour du cadavre refroidi de Franco !

Arias Navarro a lu, des trémolos dans la voix, le testament de Franco. Franco, en tenue de chef des armées qui ont massacré le peuple espagnol, est exposé dans un cercueil de verre, dans le décor somptueux du palais du Pardo. Les «fidèles» du franquisme défilent quatre par quatre devant la momie. Bientôt on ira les chercher dans les provinces d'Espagne, comme lors de la manifestation sur la place d'Orient, au début du mois d'octobre, afin qu'ils soient présents à l'enterrement dimanche. La parade se déroulera sur cette même place, selon un cérémonial qui voudra faire croire à un soutien populaire à la mémoire de Franco, et qui sera d'abord et surtout une revue des troupes du fascisme espagnol, après la mort du Caudillo.

En faisant mourir Franco le jour de l'anniversaire de l'exécution du fondateur de la phalange, les héritiers de Franco ont permis que le rassemblement de commémoration annuel dans la «vallée des morts» serve de point de départ à la mobilisation générale des forces fascistes. Les chefs des groupes fascistes ont commencé l'organisation d'une marche sur Madrid à partir des différents points de

l'Espagne. Elle sera facilitée par la mise en action de la troisième phase du plan Lucero, grâce à laquelle la garde civile contrôle toutes les routes. Les prisonniers

TORTURES SAUVAGES

A l'hôpital La Paz se trouve Ignacio Sevilla, étudiant, après les tortures monstrueuses dont il a été l'objet par la BPS. Il a la langue coupée et les lèvres, on lui a mis un rein artificiel. La police déclare « qu'ils ne l'ont pas frappé ». (!!)

politiques ont tout à craindre de ces rassemblements : à quoi vont servir les 80 000 fusils distribués ces derniers jours ? Tous les anti-franquistes connus, grâce à 35 années de fichage, sont menacés par la vague d'hystérie fasciste que les héritiers de Franco ont soigneusement préparé. Et ces sont les prisonniers politiques qui sont les premiers visés. Par précaution, de nombreux militants d'organisations anti-franquistes, y compris les membres de la Junte démocratique ou du Parti socialiste espagnol ont rejoint la clandestinité pour échapper à la chasse fasciste.

L'intronisation de Juan Carlos, le pelee, pantin des franquistes après avoir été celui de Franco, se prépare par une vague de terreur. C'est le seul modèle que Franco pouvait donner à ses héritiers.

chants et danses pour la bonne nouvelle

Hier soir, place du Trocadéro, sur l'esplanade du Palais de Chaillot, c'était la fête. Une fête improvisée, à l'appel du FRAP. Pour la première fois la joie éclate, grâce à Franco. Un millier d'Espagnols et de Français se sont réunis pour fêter la fin honteuse du dictateur.

On s'embrasse autour des couleurs de l'Espagne Républicaine, la foule en liesse applaudit au tir des fusées d'artifice. Les chants républicains de la guerre civile sont repris d'un groupe à l'autre, accompagnés à la guitare, sur l'air d'El Paso del Ebro, une farandole s'improvise.

Une vieille espagnole offre des œillets rouges, « la mort de Franco, ça s'arrose », s'exclame un jeune militant, « il y a longtemps qu'on attendait ça ! On a trinqué toute la journée ». On a rarement trouvé le vin aussi bon, les verres se lèvent encore devant le Palais de Chaillot.

C'est une journée d'allégresse pour tous les réfugiés espagnols, à Hendaye aussi on a fêté ça et dans tout le Pays Basque français en dansant le fandango.

« Ce n'est pas seulement la mort

de Franco qu'on fête, disent les espagnols, c'est l'avenir, car cette mort, elle marque la fin d'une époque. Le peuple espagnol est plus fort que jamais et décidé à en finir avec le fascisme ». C'est ce que proclame les camarades qui prennent la parole tour à tour, et les slogans repris avec force « ni Junte, ni roi, ni yankees, république populaire ».

Franco est mort, des enfants agitent le drapeau républicain, l'Espagne de demain est là, rien ne l'arrêtera !

MARSEILLE

Deux cents anti-fascistes du Comité de Soutien à l'Espagne ont manifesté sur la Canebière : « Franco assassin ! », « ni roi, ni Junte, République Populaire ! », « Franco est mort, mort au franquisme ! ». Une poignée de fascistes, émules de leurs semblables espagnols, ont attaqué en chemin la manifestation, blessant notamment une camarade espagnole enceinte. Cela sous l'œil bienveillant de la police. La manifestation, se poursuivant quand même, a reçu un chaleureux accueil populaire, les sourires éclairant les visages à l'annonce de la nouvelle : « Franco est mort, tant mieux ! »

Bourgeois : ils pleurent le père et acclament le fils

A l'annonce de la mort de Franco, beaucoup de gouvernements ont été embarrassés : tant il était difficile de pleurer ouvertement le bourreau des peuples d'Espagne. Bien sûr, Pinochet a décrété un deuil de trois jours, et va se rendre personnellement à l'enterrement : hommage d'un assassin à son collègue. Sans aller si loin, Gerald Ford, son maître, « a appris avec peine la mort du général Franco qui, pendant près de 40 ans a conduit son pays à travers une période importante de l'histoire de l'Espagne ». Amabilité sensiblement pareille chez Giscard, pour qui Franco « a dominé l'histoire de son pays ». Quant au pape, il va « prier pour le repos de son âme » ; l'église espagnole a bien été payée, durant ces années de fascisme, des bénédictions de ses évêques aux bandes d'assas-

sins de la guerre civile.

Mais si l'on n'ose pas dire toute son admiration pour le disparu (à qui Poniowski est allé rendre hommage à l'ambassade de Paris), en revanche, on perd toute retenue pour exprimer son soutien au successeur, fasciste héritier du fascisme : Giscard d'Estaing assistera à son couronnement en personne. Peut-être arborera-t-il, à cette occasion, l'ordre d'Isabelle la Catholique qui lui avait été décerné en Espagne du vivant de Franco. A « gauche », on est à peine plus discret : tout au plus Mitterrand juge-t-il l'initiative de Giscard « prématurée ». Quant aux révisionnistes est-allemands, le prochain gouvernement, estiment-ils, « permet de nourrir certaines espérances ». Celles de nouvelles exécutions ?

communiqués

Franco vient de mourir. Le comité Unitaire de Solidarité avec les Peuples d'Espagne (CUSPE) appelle tous les anti-fascistes à s'associer totalement à la joie des Espagnols. Il rappelle que le fascisme n'a pas disparu avec Franco ; que les intérêts de l'oligarchie nazie-fasciste et de son maître l'impérialisme yankee passent par la continuité de la dictature avec le couronnement de Juan Carlos. Le CUSPE appelle tous les anti-fascistes à soutenir le combat révolutionnaire des Peuples d'Espagne contre la monarchie continuiste, contre les manœuvres anti-populaires, pour l'instauration d'une République Populaire et Fédérative, pour les libertés politiques et syndicales, pour la libération de tous les emprisonnés politiques, pour le retour des exilés. Le CUSPE appelle en outre, l'opinion publique française, à faire pression sur le gouvernement pour qu'il ne soit pas représenté aux obsèques du bourreau.

PARIS

● Aujourd'hui, plusieurs rassemblements se tiendront cet après-midi dans les quartiers populaires à l'appel du PCR (ml).

Ce soir, célébrons la mort du bourreau des peuples d'Espagne par des fêtes populaires.

● Le jour du couronnement du pantin, MANIFESTONS pour la libération des prisonniers politiques.

18 h 30 - place des Ternes

3 MORTS, 7 BLESSÉS CHEZ CHRYSLER ESPAGNE

Le 17 novembre dernier, une explosion de gaz chez Chrysler, à Villaverde, dans la banlieue sud de Madrid, a provoqué la mort de trois ouvriers et en a blessé sept autres dont plusieurs sont dans un état grave. Aussitôt, il y a eu un ballet de personnalités dont le ministre du travail, Suarez Gonzalez, et la presse fasciste s'évertue à expliquer que les secours sont arrivés très rapidement et qu'une enquête va être ouverte pour expliquer un accident que « rien ne laissait prévoir ». La direction de Chrysler a même décidé de fermer l'usine un jour. Mais les travailleurs ne sont pas prêts à reprendre le travail dans ces conditions, d'autant plus que l'explosion a détérioré et lézardé les bâtiments. 15 000 ouvriers ont suivi l'enterrement de leurs camarades et dans plusieurs usines, des arrêts de travail ont eu lieu en signe de protestation ; dans une usine de textile, une collecte a été faite pour aider les familles des ouvriers assassinés. Ces actes de solidarité sont considérés comme des crimes passibles de la loi anti-répression par les fascistes. D'ailleurs, qui trouvait-on parmi les «secours» ? Rien moins que la Police Armée, « los grises » de sinistre réputation, venus empêcher toute réaction massive.

Au puits Candin, dans la zone de Sama-Siero (Hunosa), dans la région d'Oviedo, une explosion a eu lieu dans la mine, due au grisou. Ceux d'Oviedo, ceux-là mêmes que Franco avait réprimés dans le sang, montrent aujourd'hui, au moment où meurt le dictateur que « son œuvre » de répression n'est pas achevée, qu'elle ne le sera jamais, parce qu'on ne peut pas briser l'esprit de lutte des mineurs.